

La cybercriminalité bat son plein

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4639 - Jeudi 29 novembre 2018 - Prix : 10 DA

Annaba
**Décès d'un policier
agressé dans l'exercice
de ses fonctions**

Page 24

Ouvrir la voie à une perception juste

Faire la part entre le social et l'économique est salvateur pour l'Algérie

Page 4

Une occasion ratée

Par Mohamed Habili

Le président français Emmanuel Macron avait peut-être une chance mardi dernier dans son discours très attendu sur la transition énergétique de désamorcer la crise sociale enclenchée par le mouvement des Gilets jaunes, en annulant purement et simplement la dernière augmentation des taxes sur le carburant ; cette chance il ne l'a pas saisie. Il faut dire qu'il avait bien souvent critiqué les gouvernements précédents pour avoir reculé lâchement devant la pression de la rue pour pouvoir le faire lui-même. Lui plus que n'importe qui d'autre s'était condamné à rester droit dans ses bottes, selon la plaisante formule. Il se peut toutefois que la vraie raison de son attitude réside ailleurs, dans sa certitude que le mouvement de protestation est déjà dans sa phase descendante, une dizaine de jours seulement après avoir commencé. La concession qu'il a lâchée, car il lui fallait tout de même en faire une, qui consiste à indexer le niveau des taxes sur les prix de marché des carburants, s'explique sans doute par le diagnostic qu'il pose sur le mouvement dans son ensemble, ou plus exactement sur son évolution. Bien des indices cependant laissent penser que la sur-taxation des carburants n'est pas la véritable cause du mouvement, qu'elle n'est en l'occurrence que la goutte qui a fait déborder un vase déjà bien rempli. Un capitaine avisé confronté à une grogne sociale qui monte, et dont il voit qu'elle peut faire tache d'huile, ne devrait se soucier que d'empêcher que d'autres revendications se coagulent à la première.

Suite en page 3

Dans un message adressé à la rencontre gouvernement-walis

Bouteflika fustige «prédateurs, aventuristes et conspirateurs»

● **Appelant au renforcement de la décentralisation/ Les walis exhortés à adopter un nouveau mode de gestion**



Ph/D.R.

Sans se départir de ses principes de tolérance et de réconciliation qui consacrent les valeurs de paix et de modération le guidant depuis son arrivée au pouvoir, Bouteflika a opté hier pour le ton de la fermeté dans son message aux walis et élus.

Lire page 2

Prochaine saison du Hadj et de la Omra

44 agences de tourisme sélectionnées

Page 3

Salon national de la photographie d'art à Mila

Une forte participation à la septième édition

Page 13

Dans un message adressé à la rencontre gouvernement-walis

Bouteflika fustige «prédateurs, aventuristes et conspirateurs»

■ Sans se départir de ses principes de tolérance et de réconciliation qui consacrent les valeurs de paix et de modération le guidant depuis son arrivée au pouvoir, Bouteflika a opté hier pour le ton de la fermeté dans son message aux walis et élus.

Par Nadjib Stambouli

Le chef de l'Etat a usé du langage qu'il faut pour diagnostiquer la gravité qu'il faut, celle d'une situation ou s'agitent des «manœuvriers» qui se complaisent dans des gesticulations verbales, sans retenue et sans limite. C'est à un auditoire sensible et stratégique dans l'édifice public que le Président s'est adressé, celui de la confluence entre commis de l'Etat et représentants de la population, à savoir walis et élus locaux, réunis dans ce conclave par leur tutelle, le ministère de l'Intérieur. Usant de termes combats sans être agressifs, offensifs sans être offensants, le président de la République a tenu à remettre les pendules à l'heure et les points sur les «i» face aux «cercles de prédateurs et de cellules dormantes». Il rappelle une conjoncture, celle de l'approche de chaque échéance cruciale, pour les voir encore une fois «s'acharner et attenter» à la crédibilité du pays et à la volonté de ses enfants, «preuve tangible de ces intentions inavouées, qui s'éclipsent dès que notre valetueux peuple leur tourne le dos». Si le Président, plutôt connu pour son caractère conciliant, au sens politique du terme, parce qu'imprégné des réflexes hérités de sa carrière diplomatique, hausse le ton, ce n'est sûrement pas pour ajouter de l'huile sur le feu, mais pour mettre le holà aux agitations qui parasitent, à coups d'intox, le débat au sein de la société et polluent le climat



politique. Ainsi, il évoque un point particulier, celui de la compression des défis auxquels est confrontée l'Algérie aux seuls calculs politiques autour de la succession au pouvoir et ce, en fustigeant certains qui «réduisent les enjeux du présent et de l'avenir au changement et à la succession des responsables et des personnes, et entreprennent, pour des raisons obscures, de propager cette idée». Après avoir mis en valeur les acquis des vingt dernières années, acquis que même ses pires ennemis

n'oseraient lui dénier, au risque de se couvrir de ridicule s'ils s'aventuraient sur ce terrain glissant, Bouteflika assène que «les aventuristes qui font dans la promotion de la culture de l'oubli, du déni et de la négation ne seront jamais des forces de construction et d'édification. Bien au contraire, ils dissimulent les faucilles du massacre, qu'ils n'hésiteront pas à utiliser pour faire basculer le pays dans l'inconnu».

Le Président pointe également, dans son message aux walis, cette «espèce perfide des

forces du mal et de la destruction», en ajoutant : «Nos concitoyens ne sont découragés ni par les défis ni par les enjeux auxquels ils sont confrontés, mais par les manœuvres infâmes et les manigances dans lesquelles certains se positionnent en spectateur guetteur ou en conspirateur».

Bouteflika n'omettra évidemment pas de s'étendre longuement sur des orientations générales et des instructions précises à l'adresse des walis, dans une démarche inscrite sous le sceau

d'un plus de décentralisation, mais à chaque fois, il reviendra sur ces ennemis de la nation qui bien sûr avancent rarement à visage découvert et placent une cagoule à chacune de leurs déclarations.

Aventuristes, éléments dévoyés, parasites «qui s'appliquent, sans vergogne aucune, à imposer des pratiques répréhensibles et condamnables par la loi et la morale, à l'image de la corruption, le clientélisme et la bureaucratie» sont également cloués au pilori dans le même message présidentiel.

En somme, Bouteflika, en sa qualité d'autorité suprême, émanation du peuple souverain, sachant qu'il est investi du devoir d'évitement de l'alarmisme, ne verse pas dans cette tentation. Mais il ne se dérobe pas pour autant derrière cette obligation et se soumet au contraire à son autre devoir, celui de tirer la sonnette d'alerte sur les dangers qu'encourt la stabilité du pays. Paradoxalement, on sort de ce message qui ne concède pas la moindre parcelle à la mission d'appeler un chat un chat, avec une impression de sérénité.

Ce qui n'est sûrement pas le cas de toutes les forces, occultes ou pas, ciblés par cette vigoureuse main. Ce message n'arrive, à qui sait le lire et s'imprégner dans son contenu profond, ni trop tôt, ni trop tard...

Il vient juste à temps pour recadrer le débat à la veille de la grande échéance électorale qui attend le pays.

N. S.

Appelant au renforcement de la décentralisation

Les walis exhortés à adopter un nouveau mode de gestion

La gouvernance locale a pris une grande partie du message du chef de l'Etat adressé aux quarante-huit walis présents hier à la rencontre gouvernement-walis, présidée par Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur, qui s'est tenue au Palais des Nations-Alger. Aussi, Le Président Bouteflika a-t-il exhorté les walis à adopter un nouveau mode de gestion de leurs collectivités territoriales «basé sur l'initiative, l'anticipation, la gestion par objectif et l'approche par résultats».

A ce titre, les maux déplorés par le chef de l'Etat étant nombreux, notamment la propagation de la corruption, le népotisme, clientélisme et la bureaucratie, qui, soutiendra-t-il, sont une véritable entrave à la concrétisation des stratégies tracées, il a de ce fait exhorté les walis à adopter un nouveau mode de gouvernance consacrant une

décentralisation de gestion, «basé sur l'initiative, l'anticipation, la gestion par objectif et l'approche par résultats», appelant les collectivités locales à s'acquitter pleinement de leur rôle dans le développement national. En effet, le président de la République, dans un message lu en son nom par le secrétaire général de la présidence de la République, Habba Okbi, a affirmé qu'au moment où les walis et élus locaux s'attèlent d'archaïque-pied à la matérialisation des stratégies tracées sur le terrain, «nous constatons la propagation, dans la société, de fléaux représentés par des parasites handicapant pour vous et sabordant vos efforts à des fins malveillantes, et qui s'appliquent, sans vergogne aucune, à imposer des pratiques répréhensibles et condamnables par la loi et la morale, à l'image de la corruption, le clientélisme et la bureau-

cratie». Estimant que ces pratiques sont les maux les plus dangereux à ronger notre société et les plus grands défis auxquels notre pays fait face à l'heure actuelle, il ajoutera : «Ce sont là, en partie, des agissements qui entravent la concrétisation des objectifs escomptés de notre stratégie et la détournent de sa trajectoire, portant ainsi atteinte à la crédibilité de l'action du pouvoir public et décourageant l'usager du Service public dans son engagement et sa mobilisation mais également dans sa confiance envers tout ce que représente le pouvoir public en termes de signification et de valeurs».

Pour le renforcement de la décentralisation

Aussi, face à ces pratiques, le Président, assurant walis et élus locaux de son «soutien», leur commandera de «rester intran-

sigeants et que chacun de vous doit combattre de toutes ses forces et par tous les moyens de dissuasion». Dans ce contexte, le Président appellera les walis et élus locaux à sortir «du cadre routinier et monotone de leur travail de mise en œuvre de programmes publics et de politiques, développées et décidées au niveau central», pour aller vers «un nouveau mode de gouvernance, basé sur l'initiative, l'anticipation, la gestion par objectif et l'approche par résultats». «J'ai donné des instructions claires pour le renforcement de la décentralisation, la promotion du Service public, et pour vous permettre d'assumer pleinement vos responsabilités en matière de gestion des affaires publiques locales», a soutenu le président de la République. A ce propos, il ne manquera pas de rappeler les grandes lignes de la stratégie nationale dont celle de l'affran-

chissement de la dépendance à la rente pétrolière et la concrétisation de la diversification économique escomptée à partir des spécificités des collectivités territoriales.

Pour conclure ses orientations à l'adresse des walis et des élus, le président de la République a affirmé que «la concrétisation de nos objectifs ne saurait être possible sans l'éradication de ce mal incurable qui tend à se propager davantage. Aussi, autant est-il attendu de vous la matérialisation des grands objectifs de notre politique publique, que leur immunisation contre les manœuvres de cette espèce perfide qui n'a cure des souffrances, attentes et aspirations de nos concitoyens, ni des ambitions de notre pays, et qui n'agit que par pur égoïsme et sordides intérêts».

Lynda Naili

Plus de 1 100 affaires traitées cette année au niveau national

La cybercriminalité bat son plein

■ Usurpation d'identité, escroquerie, détournement de données confidentielles, piratage, harcèlement... ce fléau prend de plus en plus d'ampleur parallèlement au développement des nouvelles technologies.



Par Meriem Benchaouia

Le phénomène de la cybercriminalité ne cesse de s'intensifier en prenant des formes de plus en plus diverses et variées. Les bandits du Net continuent de faire des ravages dans le monde et notre pays n'échappe malheureusement pas à la règle. Usurpation d'identité, escroquerie, détournement de données confidentielles, piratage, harcèlement... ce fléau prend de plus en plus d'ampleur parallèlement au développement des nouvelles technologies. Effectivement, la Toile est de plus en plus utilisée à mauvais escient par les Algériens. Cette année, des milliers de dossiers ont été passés au peigne fin par les autorités judiciaires. Les statistiques ont été livrées par le Commandant Ramchia Farid, du service central de lutte contre la cybercriminalité de la Gendarmerie nationale. Selon les données, plus de 1 100 affaires liées à la cybercriminalité ont été traitées au niveau national depuis janvier, dont 30% sont liées au «chantage et à la diffu-

amation». Dans une déclaration à la presse, lors d'une journée de sensibilisation au profit des élèves organisée à l'école primaire «Djurdjura» dans la commune de Bachdjerrah à Alger pour les sensibiliser aux dangers de la drogue et de la mauvaise utilisation d'Internet et évoquer les règles de sécurité routière, le Commandant Ramchia a indiqué que «depuis le début de l'année jusqu'au 27 novembre en cours, 1 140 affaires liées à la cybercriminalité ont été traitées au service central de lutte contre la cybercriminalité de la Gendarmerie nationale, dont 136 affaires concernent des enfants et des jeunes de moins de 18 ans». 30% de ces affaires concernent «le chantage et la diffamation», a-t-il indiqué, mettant en garde contre la propagation du phénomène d'atteinte à la vie privée des personnes, particulièrement les jeunes filles qui entretiennent des relations virtuelles avec des jeunes d'autres pays pour contracter un mariage, précisant qu'une fois cette relation virtuelle rompue, le jeune fait parfois un chantage à la fille et «la menace de poster ses photos

et ses vidéos». Il a indiqué que le dépôt de plaintes par les victimes de ce genre de chantage permet aux services de sûreté d'identifier l'auteur du délit, mais au cas où ce dernier est issu d'un autre pays, poursuit le même responsable, ceci entravera l'enquête, d'autant que les commissions rogatoires ne donnent pas de résultats concrets. Le Commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, le colonel Abdelkader Boukhalda, a indiqué que la journée de sensibilisation au profit des enfants et jeunes dans la wilaya d'Alger, sur les risques liés aux drogues, la mauvaise utilisation d'Internet et les règles de la sécurité routière, vise à mettre en avant plusieurs «comportements préventifs afin que ces jeunes en prennent exemple, pour éviter de succomber aux fléaux sociaux dangereux, tels que la consommation de drogues, de boissons alcoolisées et la mauvaise utilisation d'Internet». Le chef de Sûreté de la wilaya d'Alger, le Contrôleur de police Mohamed Battache, a déclaré, à son tour, que la sensibilisation des jeunes sur les

périls qui découlent de la consommation de drogues et de la mauvaise utilisation d'Internet, demeure «le meilleur moyen pour protéger les jeunes de ces fléaux dangereux qui rongent désormais la société», saluant les efforts des services de sécurité, de la Gendarmerie nationale (GN), de la Protection civile, de la Direction de la jeunesse et des loisirs de la wilaya d'Alger, ainsi que des différentes associations actives dans le cadre de la lutte contre les fléaux sociaux pour mener à bien cette manifestation. Lors de cette journée de sensibilisation, une exposition des différentes activités des services de sûreté, de la GN, de la Protection civile, de la Direction de la jeunesse et des loisirs de la wilaya d'Alger, ainsi que des différentes associations qui luttent contre les fléaux sociaux, sous toutes leurs formes, a été organisée. Cette manifestation a attiré un nombre considérable d'enfants et de jeunes qui ont posé des questions aux exposants parmi la Sûreté, la GN et la Protection civile, concernant le thème des fléaux sociaux.

M.B.

Prochaine saison du Hadj et de la Omra

44 agences de tourisme sélectionnées

Quarante quatre agences de tourisme ont été sélectionnées pour organiser la saison du Hadj 2019, a indiqué un responsable de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (Onpo). «La commission nationale permanente intersectorielle de préparation de la saison du Hadj 1440/2019 a sélectionné 44 agences de tourisme, dont deux publiques, pour organiser la prochaine saison du Hadj», a déclaré à l'APS Makedour Brahim, directeur du Hadj à l'Onpo. «Cette décision a été prise

conformément aux recommandations du Conseil interministériel, tenu le 30 octobre dernier, portant maintien du niveau de performance de la saison du Hadj 2018 et encouragement des agences de tourisme à l'expérience avérée», a fait savoir le responsable. «Cette décision n'enfreint pas le cahier des charges en vigueur et ne crée pas de monopole», a affirmé le responsable, précisant que cela avait plutôt pour but d'éviter «les erreurs et les dysfonctionnements enregistrés lors des années précédentes».

«Cette décision n'est pas injuste à l'égard des agences touristiques actives sur le terrain car elles auront d'autres opportunités notamment pour organiser le Hadj VIP et prodiguer d'autres prestations», a-t-il rappelé.

Il a fait savoir, par ailleurs, que les rapports de la commission de contrôle et d'inspection relevant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs sur le suivi des agences touristiques dans les Lieux saints et l'évaluation de

Conseil de la nation

Séance plénière aujourd'hui consacrée aux questions orales

LE CONSEIL de la nation tiendra, aujourd'hui, une séance plénière consacrée aux questions orales destinées à plusieurs membres du gouvernement, indique hier un communiqué du Conseil. Les questions orales concerneront les secteurs de l'Éducation nationale, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, des Ressources en eau ainsi que de la Santé, précise le communiqué.

R. N.

LA QUESTION DU JOUR

Une occasion ratée

Suite de la page une

Le jeune président français n'est pas un homme d'expérience. Il n'a pas cherché à empêcher la convergence des revendications, quand il n'avait affaire encore qu'à une seule, celle relative à la hausse des taxes sur les carburants. Conséquence : par son refus de faire marche arrière sur ce point précis, il a créé les conditions pour que cette convergence se fasse. Il a pris lui-même le risque d'ouvrir la boîte de Pandore. Réussira-t-il à la refermer juste à temps ? Il ne semble pas que cela soit possible. Emmanuel Macron n'est pas seulement un président sans expérience. Il n'aurait jamais été élu si la décomposition du système politique français n'avait pas déjà été irrémédiable au moment où il apparaissait sur la scène parisienne. Il a accédé au pouvoir parce que ses prédécesseurs au lieu de réduire la fracture sociale l'avaient au contraire élargie. S'il a pu aussi facilement se porter au pouvoir sur le dos d'un mouvement improvisé, c'est parce que la classe politique française était déjà un champ de ruines. Le mouvement des gilets jaunes est une réplique de celui de la République en marche, qu'il a créé en un temps record et qui l'a fait aussitôt roi. Quelqu'un qui a été élu sur un champ de ruines ne devrait avoir qu'un seul programme : recoller les morceaux, recréer un nouveau pacte républicain, proposer à son peuple un New Deal, un nouveau partage des richesses. Prendre aux riches pour donner aux pauvres, pour le dire sans ambages. Or ce n'est pas du tout de cette façon que Macron envisage sa mission à la tête de son pays. Juste avant lui, et pour la majorité des Français, tout valait mieux que la reconduction du personnel politique dont les actes les avaient plongés dans la pauvreté. Dans une pauvreté telle qu'une augmentation de quelques centimes du carburant est à même de les achever socialement parlant. Si bien sûr ils la laissent passer. Or ils ont décidé de lui barrer la route. Ce que maintenant ils font du matin au soir, et sept jours sur sept. Le président français a mal mesuré leur détermination.

M. H.

leurs activités et performances avaient démontré que la saison du Hadj 2018 avait été «meilleure», comparée aux saisons précédentes.

Safy T.

Ouvrir la voie à une perception juste

Faire la part entre le social et l'économique est salvateur pour l'Algérie

■ Le volontarisme financier de l'Etat en matière sociale n'a d'égal que ce volontarisme tout aussi engageant que les pouvoirs publics ont consenti, des années durant, pour déployer de nouvelles infrastructures dont la vocation n'était pas seulement de remplacer les anciennes ou de rattraper le temps perdu du fait des années de braise, mais également de densifier ces structures de base afin de donner à l'Algérie les conditions, les meilleures, d'un véritable décollage économique et un développement social à la mesure des attentes et des aspirations des Algériens.

Par Filali H. Imène

Hautement capitalistique, l'effort d'édification infrastructurel a besoin d'être pérennisé et de se voir assurer ses moyens de renouvellement sur le long terme socio-économique. Si le principe immuable de l'Algérie sociale ne permet pas que l'on se penchât sur l'impact sur le Trésor public de la



Ph.D. R.

construction des millions de logements, des dizaines d'hôpitaux et de CHU, des milliers d'écoles et des dizaines d'universités, de facultés et autres annexes de l'enseignement supérieur, le principe de viabilisation économique des grandes infrastructures, lui, imposait, au nom d'une inquiétude forcément de portée prospective, que l'on se posât la question de savoir comment, sur le long terme socio-économique, notre pays allait se donner les moyens de réinvestir sur ce socle de tout développement, en l'absence d'une politique de valorisation économique de ces infrastructures qui les rende – alors qu'elles servent déjà très bien la collectivité nationale – rentables d'un point de vue commercial, et donc viables d'un point de vue économique.

Des chiffres parlent bien de cette question ; ils la parlent tellement bien qu'ils donnent le tournis même au citoyen qui n'a pas la notion des chiffres et des

grandeurs financières. L'Algérie, pour l'exemple à titre non exhaustif, loin s'en faut, a dépensé 50 milliards de dollars en 15 ans sur les barrages, pas moins de 13 milliards de dollars sur l'autoroute transnationale Est-Ouest et, tenons-nous bien, pas moins de 150 milliards de dollars sur les centrales électriques.

Si les résultats sont là pour être appréciés à l'épreuve d'une demande de plus en plus importante dans tous ces domaines, la question primordiale qui nous interpelle devant cette réalité concerne la nécessité de viabiliser économiquement ces structures et d'envisager, sur le long terme, leur capacité de renouvellement à l'horizon de leur vétusté probable.

Nous avons pu apprécier à quel point l'autoroute Est-Ouest a contribué à fluidifier, non pas seulement la circulation routière à travers le pays, mais également et surtout, la (qualité de) vie des Algériens et la vie économique dans son ensemble. La

réponse apportée actuellement, un peu tardivement tout de même, à cette question, par le péage sur l'autoroute, est on ne peut plus emblématique de ce qui devrait être envisagé dans notre pays, concernant de nombreuses activités où, à défaut d'une mutualisation de l'effort financier, à travers la rémunération des services par les usagers, la structure ou l'infrastructure risque, à terme, de ne plus trouver les moyens de sa maintenance, de sa rénovation, voire, à long terme, de son renouvellement.

Si l'on retient qu'une centrale électrique, à titre d'illustration, qui coûte aujourd'hui plus d'un milliard de dollars pour une capacité de production de 1 200 megawatts, a une durée de vie de 15 à 20 ans, cela signifie que cette centrale, qui a un coût de fonctionnement conséquent en plus de ce qu'elle absorbe en énergie pour en produire, est censée non seulement couvrir ses frais de fonctionnement,

mais également avoir rentabilisé son activité afin de réinvestir sur une nouvelle centrale électrique avec plus de capacités de production pour satisfaire, 15 à 20 années plus tard, d'une population et des services plus importants. Il est évident que ce principe est déclinable dans de nombreux domaines où, pour espérer voir pérenniser des services primordiaux, de portée économique et sociale, le citoyen doit consentir de prendre part à cette mutualisation de l'effort financier par la rémunération des services en question. Le péage autoroutier est, au sens propre, une manière d'ouvrir la voie à une perception juste de ce qu'est la part du social au sein d'une société moderne, de ce que doit être la part de l'économique pour qu'en bout de parcours le second, viabilisé, préservé et rentabilisé, sustente le premier, le promoteur et lui donne les moyens de durer et de se renforcer.

F. H. I.

Mesureurs d'eau (kiyaline el-ma) des foggaras

Le savoir-faire des aiguadiers inscrit au patrimoine mondial immatériel

Les savoirs et savoir-faire des mesureurs d'eau des foggaras ou aiguadiers (kiyaline el-ma) du Touat et du Tidikelt ont été inscrits, sur demande de l'Algérie, sur la Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, a-t-on appris hier auprès de l'Unesco. Cette décision a été prise au cours des travaux, à Port-Louis (Maurice), de la treizième session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, qui ont débuté lundi et devront être clos samedi prochain. Le dossier algérien figurait parmi les sept demandes d'inscription sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente qui recense les éléments du patrimoine vivant dont la pérennité est menacée. Elle compte, avant le rajout d'autres patrimoines, 52 éléments inscrits et permet aux Etats parties à la Convention de mobiliser la coopé-

ration et l'assistance internationales nécessaires pour renforcer la transmission de ces pratiques culturelles en accord avec les communautés concernées. Avec cette inscription, l'Algérie devra soumettre régulièrement un rapport de suivi sur la sauvegarde de ce métier ancestral. Le système des mesureurs d'eau (kiyaline el-ma), répandu dans les wilayas d'Adrar et de Tamanrasset et date de plusieurs siècles, montre aujourd'hui des signes de recul dû essentiellement à l'abaissement du niveau de la nappe obligeant à recourir à des sondages et pompes profonds. Dans une correspondance datée du 31 mars 2016, adressée au DG du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques d'Alger (CNRPAH), le directeur de la culture de la wilaya d'Adrar a indiqué que ce système «ingénieux et pluriséculaire» qui fait partie de l'identité

des populations sahariennes en général et de celles de la wilaya d'Adrar en particulier, est composé de «savoirs, de savoir-faire et de rituels renfermant de nombreux éléments du patrimoine immatériel transmis de génération en génération et allant dans le sens d'une gestion écologique des ressources de la nature et d'une exploitation rationnelle de la rareté de l'eau». Il est recommandé, à cet effet, de sauvegarder, protéger et revivifier ce système qui comprend le creusement des foggaras avec des puits et des galeries les reliant, le partage de l'eau selon des modes de calcul connus et maîtrisés par la corporation des mesureurs d'eau et l'irrigation des multiples jardins des palmeraies du Sud de l'Algérie. Actuellement, un manque de communication entre les jeunes et leurs aînés est observé. Ce qui laisse supposer que la disparition de ce métier est illustrée

par l'âge avancé des mesureurs d'eau qui met en évidence une absence de renouvellement des praticiens. Plusieurs autres facteurs sont venus contribuer à la nécessité urgente de sauvegarde de ce savoir-faire, dont notamment ceux qui ont modifié le bon fonctionnement des foggaras (nouveaux rapports de propriété), les effets de l'urbanisation et de la modernisation et une absence de prise en considération des mesures à mettre en œuvre pour assurer la transmission du savoir. Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco est composé des représentants de 24 Etats parties à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003). Il se réunit une fois par an et assure le suivi de la mise en œuvre de cet instrument juridique ratifié par 178 Etats.

Samah Gh./APS

Economie

L'Algérie et le Gabon souhaitent renforcer leur coopération bilatérale

■ Le secrétaire général du ministère du Commerce, Chérif Omari, a rencontré, à Libreville (Gabon), le vice-président de la République gabonaise, Pierre Claver Maganga Moussavou, avec lequel il a examiné les moyens de renforcement de la coopération et de développement des relations économique bilatérales.

Par Asma S.

Durant cette rencontre, qui a eu lieu en marge de l'Exposition spécifique des produits algériens à Libreville (Gabon) qui se tient du 27 novembre au 2 décembre, les deux parties ont évoqué les différents aspects liés au renforcement de la coopération économique. A cet effet, M. Omari, qui conduit la délégation algérienne, a affirmé que l'organisation de cette exposition constitue une opportunité pour développer les échanges commerciaux entre les deux pays, souhaitant que cet événement conduise au lancement d'un partenariat fructueux entre l'Algérie et le Gabon. Il a précisé, à cet effet, que l'Algérie œuvre à développer ses exportations hors hydrocarbures et à promouvoir son tissu industriel pour diversifier son économie et consolider sa présence sur le continent africain. Il a, par ailleurs, indiqué qu'un Protocole d'accord sera signé en marge de cette exposition entre les Chambres de commerce et d'industrie des deux pays, et ce, afin de renforcer davantage les liens d'échanges algéro-gabonais. Pour sa part, le vice-président du Gabon a relevé



l'importance de l'organisation de cette exposition algérienne et a donné des orientations aux représentants du ministère du Commerce gabonais pour faciliter la coopération avec les opérateurs économiques et d'hommes d'affaires algériens. Pour rappel, un stand d'une superficie de 1 500 m² est affecté aux 70 entreprises algériennes participant à cette manifestation économique, qui activent essentiellement dans le secteur agricole et agroalimentaire ainsi que dans les industries

mécanique, électronique et électroménager, chimique et pétrochimique et dans la branche des travaux publics. Cette manifestation économique constitue une opportunité pour les entreprises algériennes, hors secteur des hydrocarbures, d'explorer le marché gabonais à même de permettre de développer davantage les relations commerciales entre les entreprises des deux pays, de prospector les opportunités d'affaires et de chercher des réseaux d'implantation durables. Elle

intervient dans le cadre des recommandations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a appelé à s'orienter vers les marchés africains et à asseoir des ponts logistiques contribuant dans la dynamisation du commerce et de la coopération économique algéro-africaine qui demeure en-deçà des potentialités existantes. Actuellement, les échanges commerciaux de l'Algérie avec l'Afrique demeurent faibles, ne dépassant pas les 3 milliards de dollars par an, et

PHOTO s'effectuent quasiment avec seulement cinq pays du continent. Ces 3 milliards de dollars d'échanges se répartissent entre 1,6 milliard de dollars d'exportations algériennes et 1,4 milliard de dollars d'importations auprès des pays africains. Les exportations algériennes hors-hydrocarbures vers l'Afrique s'élèvent à 206 millions de dollars seulement, soit 13% du montant global des exportations vers le continent dans lequel l'Algérie ne possède que trois comptoirs commerciaux (Côte d'Ivoire, Sénégal et Cameroun). Dans le cadre du déploiement d'une nouvelle dynamique à travers diverses manifestations économiques algériennes à l'étranger, celle de Libreville a été précédée, cette année, par celles organisées à Washington, Bruxelles, Nouakchott et Doha. Pour rappel, un comité interministériel de programmation des manifestations économiques algériennes sur les plans africain et international avait été installé en octobre dernier pour le suivi des expositions algériennes et le soutien des opérateurs économiques pour promouvoir leurs produits à l'étranger.

A. S.

Prix

Le pétrole repart à la hausse

Les cours pétroliers étaient orientés à la hausse, hier en Asie, alors que les marchés espèrent que les importantes réunions du G20 et de l'Opep dans les prochains jours offriront des solutions au problème de la surabondance de l'offre. Vers 03h30 GMT, le baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en jan-

vier, progressait de 45 cents à 52,01 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en janvier également, gagnait 49 cents à 60,70 dollars. Les experts espèrent que les présidents chinois et américain, Xi Jinping et Donald Trump, trouveront un accord lors du sommet du G20 en Argentine,

vendredi et samedi, pour apaiser leurs différends commerciaux et réduire la menace qu'ils représentent pour la croissance économique mondiale, et par ricochet, pour la demande énergétique mondiale. Les deux hommes doivent notamment se retrouver pour un dîner de travail à Buenos Aires. Avec la Chine, «le président estime qu'il y a une

bonne chance de conclure un accord et il est ouvert à cette possibilité», a expliqué Larry Kudlow, principal conseiller du président américain. Il a toutefois souligné qu'un tel accord était toujours soumis à certaines conditions : la protection de la propriété intellectuelle, la levée des barrières tarifaires et non tarifaires ou encore le transfert forcé de technologie

d'entreprises étrangères installées en Chine. Les analystes espèrent, par ailleurs, que les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se mettront d'accord lors de leur réunion des 6-7 décembre à Vienne pour réduire la production afin de soutenir des cours qui ont perdu 30% depuis début octobre. Amel B./APS

Changes

L'euro stable face au dollar

Leuro se stabilisait hier matin face au dollar, après avoir pâti mardi d'un retour des tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires, et avant le sommet du G20 prévu vendredi et samedi. Hier en matinée, l'euro valait 1,1288 dollar, contre 1,1289 dollar mardi soir. «Le marché a adopté une attitude prudente malgré une actualité mouvementée sur le front commercial, laissant présager une nouvelle salve de taxes douanières», indique un analyste. Le président américain Donald Trump avait affirmé mardi qu'il était «hautement improbable» qu'il gèle la hausse prévue de taxes douanières sur 200 milliards de dollars de produits importés de Chine. Dans la soirée, son principal conseiller économique, Larry

Kudlow, a toutefois indiqué que le président américain pensait qu'il y avait une «bonne chance» qu'un accord soit conclu avec la Chine, à quelque jours d'une rencontre avec son homologue chinois en marge du sommet du G20. «Les investisseurs continuent d'être dans une situation inconfortable où ils se demandent à quel point la Chine peut faire des concessions et ce que les Etats-Unis sont prêts à accepter», précise un autre analyste. Le dollar a également profité des commentaires du vice-président de la Fed Richard Clarida sur la solidité de l'économie américaine. A l'affût de toute indication sur les décisions à venir de la banque, les cambistes attendaient hier la diffusion du compte-rendu de la dernière réunion de son comité de

politique monétaire et un discours de son président, Jerome Powell. La livre était elle aussi stable par rapport au billet vert hier matin, à 1,2748 dollar contre 1,2747 dollar mardi soir. La devise britannique valait 0,8855 euro hier contre 0,8861 mardi. A deux semaines du vote de l'accord de Brexit au Parlement britannique, la livre

reste suspendue aux développements qui le précéderont. Dans la matinée d'hier, le billet vert valait 113,88 yens, contre 113,79 yens lundi soir. L'euro était en légère baisse face au yen à 128,55 yens pour un euro contre 128,46 yens mardi soir. Le franc suisse était quasi stable face à l'euro, à 1,1283 franc suisse pour un euro

hier, contre 1,1279 mardi, et évoluait de la même façon par rapport au billet vert, à 0,9995 franc suisse pour un dollar contre 0,9988 mardi. La monnaie chinoise baissait à 6,9545 yuans pour un dollar, contre 6,9515 dans l'après-midi de mardi.

M. Y./Agences

Bourse de Tokyo

L'indice Nikkei débute en nouvelle hausse

LA BOURSE de Tokyo a débuté en hausse hier, s'acheminant vers sa quatrième séance positive d'affilée, sur fond de repli du yen et d'espoir prudent d'un accord commercial entre Washington et Pékin à l'occasion du sommet du G20. Dans les premières minutes des échanges, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes gagnait 0,42% (+92,42 points) à 22 044,82 points, et l'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau augmentait de 0,22% (+3,62 points) à 1 647,78 points. Sur le volet des changes, le dollar montait à 113,80 yens, contre 113,49 yens mardi au moment de la fermeture de la place tokyoïte, un mouvement favorable aux titres des groupes exportateurs japonais. De son côté, l'euro fléchissait légèrement, à 128,57 yens contre 128,63 yens.

R. E.

Aïn Defla

Plus de 90 opérations de développement en cours de réalisation à El Attaf

■ Au total, 91 opérations de développement impliquant divers secteurs d'activité pour lesquels une enveloppe financière de 1,15 milliard de dinars a été mobilisée sont en cours de réalisation à El Attaf (30 km à l'ouest de Aïn Defla), a indiqué le wali, Azziz Benyoucef.

Par Zineddine L.

De ces opérations, 55 ont trait au plan sectoriel de développement (751 millions de dinars), 17 autres au plan communal de développement (118 millions de dinars), 2 au budget de wilaya (20,1 millions de dinars), 13 à l'actif du budget communal (159 millions de dinars) et, enfin, 4 opérations dans le cadre du CSGCL (ex-FCCL) d'un montant de 101 millions de dinars, a précisé le wali au cours d'une rencontre portant sur l'évaluation du processus de développement de la commune d'El Attaf. Tout en mettant l'accent sur l'impérative coordination des secteurs concernés par ces opérations en vue de les matérialiser sur le terrain, Azziz Benyoucef a instruit le chef de daïra d'El Attaf de lui remettre des rapports périodiques inhérents au taux d'évolution des projets en question. «Qu'une opération fasse partie du PCD, du PSD, du budget communal ou de celui de la wilaya ou encore du FCCL ne constitue, en vérité, aucun intérêt pour le citoyen qui n'aspire qu'à voir ses doléances prises en charge et son cadre de vie amélioré», a observé le wali. S'attardant sur le logement, le chef de l'exécutif local a fait savoir que les 1 200 logements publics locatifs (LPL), dont la liste des bénéficiaires a été affichée récemment, «seront

attribués prochainement, une fois l'opération d'étude des recours introduits complètement achevée». M. Azziz a, par ailleurs, fait état de 2 893 logements en cours de réalisation dans la même commune, dont 500 dans le segment LPL, 2 000 selon la formule location-vente (AADL), 70 promotionnel aidé (LPA), outre 315 aides destinées au remplacement des habitations en préfabriqué érigés à la suite du séisme de Chlef (ex-El Asnam) en 1980. Intervenant à l'occasion, la directrice du logement de la wilaya de Aïn Defla, Fatiha Arkab, a, pour sa part, fait état d'un nouveau programme de 710 logements englobant 160 unités de type LPA, ainsi que 390 aides destinées au remplace-



ment des habitations en préfabriqué. A la fin de la rencontre, le wali de Aïn Defla a exhorté les élus locaux de l'APC à «surmonter les divergences et les animosités et à travailler dans le seul intérêt du citoyen». «Il est clair que sans la stabilité du staff com-

munal et l'étroite coordination entre ses membres, rien de palpable ne peut être envisagé», a fait remarquer le wali, faisant état d'une rencontre d'évaluation des projets lancés qui aura lieu juste avant la fin de l'année en cours. Des cadres de la wilaya, des

élus, des députés représentant la wilaya à l'APN, des organisations de jeunes, ainsi que des notables de la ville d'El Attaf ont pris part à cette rencontre abritée par la salle de réunion de la wilaya. Z. L./APS

Batna

Première conférence internationale dédiée au genévrier thurifère

Une conférence internationale sur le genévrier thurifère et les conifères menacés d'extinction en Méditerranée, la première à traiter de ce sujet, s'est ouverte mardi à l'université Batna-1. La sixième édition de cette manifestation du Sud de la Méditerranée s'articulant autour de ces arbres menacés et connus pour leur longévité, réunit des experts et chercheurs de France, de Tunisie, du Maroc et de diverses universités du territoire national. Pour le P^r Yacine Baghami, président de la conférence et doyen de la faculté des sciences vétérinaires et des sciences agronomiques, cette conférence de trois jours vise à rassembler et

actualiser les informations sur cet arbre et certains conifères menacés d'extinction dont le pin noir, le cyprès du Tassili et l'if, et déterminer leur répartition géographique, les mesures de préservation et leur importance sociale. La conférence de Batna intervient après deux rencontres similaires tenues à partir de 1997 en France, en Espagne et au Maroc et ce, tous les 4 ans dans les pays qui disposent de cet arbre qu'on retrouve dans la région Sud de la Méditerranée notamment dans les Aurès, dans les Alpes (France) et en Espagne, a souligné le même universitaire. Selon le directeur de l'Ecole nationale des forêts, Othmane Briki, le genévrier thurifère a

été classé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) comme espèce à valeur patrimoniale à protéger. La wilaya de Batna compte environ 10 000 hectares de genévriers thurifère ou genévrier à encens localement appelé «Hezzenana» ou «Aywal», répartis dans les localités de Theniet El Abed, T'kout, Arris et Ichemoul, a indiqué M. Briki qui relève qu'une auto-régénération de cette espèce en Algérie et qui existe uniquement dans les Aurès, a été observée au cours de ces dernières années, laissant paraître une lueur d'espoir d'une extension de ce patrimoine naturel à d'autres régions. Anissa H.

El Tarf

2 200 guides dédiés à l'extraction de l'huile de pistachier lentisque distribués

Au total, 2 200 guides dédiés aux bonnes pratiques de récolte et d'extraction de l'huile essentielle de pistachier lentisque ont été distribués au profit des familles productrices de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris, mardi, du chef de service de la préservation de la biodiversité des écosystèmes à la direction de l'environnement.

Assurée par les brigades relevant des directions locales de l'environnement, du Parc national d'El Kala (PNEK) et de la Conservation des forêts, la distribution de ce guide s'inscrit dans le cadre du programme de Gouvernance environnementale et biodiversité (GENBI) initié dans le cadre de la coopération algéro-allemande, a précisé Nadir Kelaia.

L'objectif recherché à travers ce document est de doter les exploitants des baies de lentisques, poussant en abondance

dans les maquis du domaine forestier côtier d'El Tarf, les techniques d'une bonne exploitation de ce fruit dans le souci d'une pérennisation de ce produit en assurant sa valorisation.

Ce guide est destiné, en particulier, aux femmes rurales, nombreuses dans cette région frontalière à s'adonner à cette activité,

tout particulièrement dans les mechtas de Oum Aaghareb (Boutheldja), Ain Kheyyar (El Tarf) et Oued Seman (El Ayoun), a-t-il assuré, rappelant qu'une trentaine d'entre elles ont bénéficié d'une formation dans ce domaine, en vue d'une exploitation plus rationnelle de ce produit naturel.

En plus des conditions d'exploitation de cette plante aux vertus avérées, le guide se propose de faire découvrir à ces cultivatrices les outils requis pour une bonne récolte, les fautes à éviter pour préserver le fruit, les étapes d'extraction de l'huile de lentisque ainsi que le conditionnement, le stockage, l'emballage et

l'étiquetage du produit, cédé au cours de cette saison entre 4 000 et 6 000 DA le litre. Un millier de guides similaires a été distribué, durant l'exercice 2017, au profit de familles rurales résidant dans les zones réputées pour leur culture de lentisque, a-t-on rappelé. A. O.

Dispositif de l'ANSEJ

Plus de 20 projets de micro-entreprises financés à Tindouf

Vingt-trois projets de micro-entreprises ont été financés par le biais de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) de Tindouf depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris des responsables de l'antenne locale de l'Ansej. Ces projets, évalués parmi un total de 39 dossiers déposés au niveau de l'Ansej, permettront la création, avant la fin de 2018, de pas moins de 16 micro-entreprises montées par des universitaires et diplômés d'établissements de la formation professionnelle, a précisé le directeur

de l'antenne, Mahmoud Seddiki. Ces micro-entreprises sont versées notamment dans divers créneaux, dont les services, le recyclage de produits en plastique, l'ouverture d'une clinique en chirurgie dentaire, ainsi que d'une crèche, a-t-il précisé. La wilaya de Tindouf a enregistré un bon dossier en matière de montage de projets d'investissement dont les promoteurs ont bénéficié de sessions de formation, en vertu de conventions signées avec le secteur de la formation professionnelle, selon le même responsable.

Les avantages et facilités accordés par l'Ansej ont profité également aux promoteurs ayant concrétisé leurs projets par leur propres moyens, a-t-il ajouté. L'Ansej de Tindouf organise cette semaine une session de formation pour les jeunes et les investisseurs, axée sur la concrétisation d'idées de projets, les modalités de montage de micro-entreprises et les conditions de leur gestion. R. R.

Crash en Indonésie

L'appareil de Lion Air n'aurait pas dû être autorisé à voler

■ L'agence de sécurité des transports a indiqué, hier, que l'appareil de Lion Air qui s'est abîmé au large de l'Indonésie fin octobre, faisant 189 morts, n'aurait pas dû être autorisé à voler après un problème technique lors du vol précédent.

Par Maïssa B.

Le Boeing 737 Max 8 à destination de Pangkal Pinang avait plongé dans la mer, une dizaine de minutes après avoir décollé de Jakarta le 29 octobre. «Au cours du vol de Denpasar à Jakarta précédant celui qui a eu une issue fatale, l'appareil a subi un problème technique mais le pilote a décidé de continuer le vol», a indiqué Nurcahyo Utomo, le responsable de l'agence. «A

notre avis, l'avion n'était plus en état de voler et n'aurait pas dû continuer mais revenir à son point de départ à Denpasar, sur l'île de Bali», a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. Dans son rapport d'enquête préliminaire, l'agence indonésienne a souligné que la compagnie aérienne indonésienne à bas coût, Lion Air, devait encore renforcer ses mesures de sécurité. Ce rapport publié un mois après le crash ne révèle pas les causes de l'accident – un rapport définitif n'étant pas attendu avant l'année prochaine – mais donne un point d'étape sur l'enquête et des recommandations. Lion Air doit prendre des mesures «pour améliorer la culture de sécurité» et s'assurer que «les documents opérationnels» qui répertorient notamment les réparations sur ses appareils «soient bien remplis et documentés», note le rapport. Il ne formule pas de recommandations concernant le constructeur de l'appareil,



PH. > D. R.

Boeing. Le Boeing 737 Max 8 exploité par Lion Air avait subi des problèmes récurrents liés à son système anti-décrochage, selon les premiers éléments fournis par l'enquête. Ces problèmes avaient été réparés et l'avion autorisé à repartir par les responsables techniques de Lion Air. Les enquêteurs ont notamment évoqué un problème

lié aux sondes d'incidence (AOA, Angle of Attack sensor) du Boeing 737 Max, l'un des avions de ligne les plus avancés du monde. Le rapport publié hier confirme que les pilotes du vol Denpasar-Jakarta et ceux du dernier vol avaient rencontré des difficultés liées au système automatisé utilisant ces capteurs, et qui évite à un avion de décro-

cher. L'une des deux boîtes noires, celle qui collecte les données de vol, a été retrouvée mais l'autre – qui enregistre les sons dans le cockpit – est toujours recherchée. 125 victimes du crash ont été formellement identifiées à ce jour par les autorités indonésiennes à partir des restes récupérés en mer par les services de secours.

Incendie en Suisse

Deux enfants parmi les victimes

DEUX ENFANTS font partie des six personnes décédées lundi dernier dans l'incendie qui a ravagé un immeuble de Soleure (nord-ouest de la Suisse), a indiqué avant-hier la police locale, affirmant que l'ensemble des victimes sont originaires d'Éthiopie et d'Erythrée. Selon le quotidien suisse «20 Minutes», il s'agissait de demandeurs d'asile. «Les personnes décédées sont quatre adultes âgés entre 27 et 33 ans, un enfant en bas âge et un enfant en âge d'être scolarisé et étaient originaires d'Éthiopie et d'Erythrée», a précisé la police, dans un communiqué, qui précise que trois enfants se trouvent toujours à l'hôpital. Une «utilisation incorrecte d'articles pour fumeurs» semble être à l'origine de l'incendie qui a ravagé plusieurs appartements de ce petit bâtiment de trois étages, mais la police n'a pas donné plus de détails, précisant qu'une personne avait été interpellée. L'incendie s'était déclaré aux alentours de 02h00 (01h00 GMT) dans la nuit de dimanche à lundi.

Manel H.

Japon Un tremblement de terre de magnitude 5,9 secoue la préfecture d'Aomori

UN TREMBLEMENT de terre d'une magnitude de 5,9 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré hier à 11h23 heure locale (02h23 GMT) au large de la côte est de la préfecture d'Aomori, située dans le nord du Japon, a déclaré un service météorologique local. Selon l'Agence météorologique du Japon (JMA), l'épicentre du séisme se trouvait à 41,3 degrés de latitude nord et 143,3 degrés de longitude est et le foyer était «peu profond». Agences

Après avoir secouru 12 migrants

Un bateau de pêche espagnol «coincé» en mer

Un bateau de pêche espagnol est «coincé» en mer Méditerranée depuis plusieurs jours car aucun pays n'a voulu accueillir les 12 migrants à son bord depuis leur sauvetage la semaine dernière, a indiqué avant-hier le capitaine du bateau. «Nous sommes coincés en mer, nous ne pouvons aller nulle part», a déclaré Pascual Dura, capitaine du «Nuestra Madre Loreto». Depuis jeudi dernier, les 13 membres de l'équipage du navire cohabitent avec 12 migrants originaires du Niger, de Somalie, du Soudan, du

Sénégal et d'Égypte, rescapés d'un bateau pneumatique en provenance de Libye. L'Italie et Malte leur ont refusé l'entrée dans leurs ports et les services espagnols de sauvetage maritime, avec lesquels les marins sont en contact, ont seulement offert la possibilité de les renvoyer en Libye, a expliqué M. Dura. «Si nous allons vers la Libye, nous risquons une mutinerie», a indiqué le capitaine, précisant que «dès qu'ils entendent le mot "Libye", ils deviennent très nerveux et hystériques, il est difficile de les rassurer».

«Nous ne voulons pas renvoyer ces pauvres gens en Libye. Après ce qu'ils ont accompli pour venir jusqu'ici, nous ne voulons pas les renvoyer vers l'endroit qu'ils fuient», a-t-il ajouté. Le capitaine du navire assure qu'il ne dispose plus que de six ou sept jours de provisions et qu'une tempête approche. Plus de 106 000 migrants sont arrivés en Europe par la mer depuis le début de l'année, selon l'Organisation internationale pour les migrations, qui a enregistré 2 119 décès pendant cette période. Aida M.

Australie

Des milliers de personnes évacuées en raison de feux de forêt

Les autorités australiennes ont ordonné l'évacuation immédiate de milliers d'habitants et de dizaines d'écoles, en raison des violents feux de forêt qui ont dépassé hier les lignes de confinement dans l'Etat du Queensland (centre). «Des gens seront brûlés vifs. Les approches habituelles ne fonctionneront probablement pas si la situation évolue comme on le prévoit», s'est inquiété le préfet de police

adjoint du Queensland, Bob Gee, en avertissant : «Ce n'est pas différent d'un cyclone de catégorie 5 passant à travers votre porte. Partez maintenant». Malgré les efforts inlassables des pompiers de l'Etat, le renfort de huit bombardiers d'eau et de pompiers venus d'autres Etats, les conditions catastrophiques, telles que des températures de 40 degrés Celsius et des rafales de vent de 50 km/h, rendent

impossible la lutte contre les 138 feux de forêt le long des côtes du Queensland.

Alors que ces feux se propagent de Cairns du nord à la Gold Coast du sud, c'est la zone située à proximité des communes de Deepwater, Baffle Creek, Oyster Creek, Rules Beach et Rockhampton qui suscite le plus d'inquiétude pour les services de secours. Jusqu'à présent, les incendies ont déjà

brûlé plus de 20 000 hectares de brousse et ce chiffre pourrait augmenter considérablement après cette journée. Même si le nombre de maisons détruites n'est pas clairement connu, les autorités craignent que les dégâts matériels soient considérables dans une grande partie du Queensland. Pour l'heure, on ne recense pas de victimes humaines. Tania K.

Chine

Au moins 22 morts dans une explosion près d'une usine chimique

Au moins 22 personnes sont mortes et 22 autres blessées, hier, lors d'une explosion suivie d'un incendie à proximité d'une usine chimique du nord de la Chine, ont annoncé les autorités locales. L'explosion a impliqué une cinquantaine de poids lourds, détruits par le feu près de l'usine du groupe Hebei Shenghua Chemical dans la commune de Zhangjiakou, à environ 200 km au nord-ouest de Pékin, ont précisé les services de communication de la ville sur le réseau social Weibo. Les blessés ont été conduits à

l'hôpital après la déflagration qui s'est produite à 00h41 locales (16h41 GM avant-hier), selon le communiqué, qui ne précise pas les causes de l'explosion. Des photos diffusées par la télévision publique CGTN sur son compte Twitter montrent des carcasses de poids lourds carbonisés et des pompiers en action le long d'une route.

«Des travaux de recherche et de secours ainsi qu'une enquête sur les causes de l'accident sont en cours», selon les autorités. La grande ville de Zhangjiakou, très étendue,

est l'un des principaux sites retenus pour les épreuves des jeux Olympiques d'hiver prévus à Pékin en 2022. La Chine a été le théâtre de plusieurs accidents industriels ces dernières années. En juillet dernier, une explosion dans une usine chimique a fait 19 morts et 12 blessés dans la province du Sichuan (sud-ouest). En 2015, une énorme explosion dans un entrepôt de produits chimiques avait fait 165 morts dans la ville portuaire de Tianjin (nord).

Lilia T.

Sovac Production

Lancement de Seat Ateca au prix de 4 799 000 DA

Animée par Ali Zidane

Le nouveau SUV Seat Ateca, assemblé à l'usine Sovac Production est disponible à la vente dès demain, dans l'ensemble du réseau Seat Algérie. Le Nouvel Ateca sera commercialisé en un seul bloc moteur 2.0 TDI DSG 143 CH, dans sa version FR. Il a une puissance maximale de 105 KW (143 CH), avec une transmission automatique DSG à 6 rapports. Il est proposé au prix de 4 799 000 DA.

Le nouvel SUV est une combinaison unique d'un design exceptionnel, avec un plaisir de conduite placé sous le signe de la dynamique, d'une polyvalence urbaine et d'une praticité hors du commun. Avec des arguments technologiques comme une connectivité de haut niveau, des systèmes d'assistance innovants, l'Ateca se positionne comme l'un des SUV les plus novateurs de son segment.

Le design de l'Ateca est vraiment unique. Une fois encore, le langage stylistique de Seat associe à la perfection dynamisme et fonctionnalité. De nombreux éléments, comme la calandre trapézoïdale, les saillies latérales de la carrosserie (avec leur rayon réduit au minimum et leurs arrêtes plus vives que jamais) et les signatures lumineuses caractéristiques en forme de triangle, sont typiques de modèles emblématiques de la marque tels que la Leon. Pourtant, le moindre petit détail a été soigneusement repensé en vue d'une amélioration lors du développement de l'Ateca.

La partie avant de l'Ateca est donc 100% Seat et aussi 100% SUV. L'impressionnante calandre en impose, tandis que les phares aux lignes bien définies et les grandes prises d'air ne laissent planer aucun doute sur le caractère dynamique de l'Ateca. En



même temps, le SUV affiche une allure musclée qui respire la robustesse et la fiabilité.

Cette version de Ateca se distingue par son Kit FR, ses jantes en alliage 19", son toit ouvrant panoramique, avec des barres de toit en métal brillant, des rétroviseurs extérieurs rabattables ainsi que des vitres arrière sur-teintées.

Les lignes nettes et précises interagissent avec les formes voluptueuses, notamment au niveau du bas des portes, illustrant non seulement le savoir-faire des designers, mais aussi l'expertise des spécialistes en carrosserie et production de Seat.

L'habitacle s'harmonise parfaitement avec le design extérieur. Lui aussi associe une élégance raffinée mais néanmoins dynamique avec un sentiment de robustesse et de sécurité très prisé par les conducteurs de SUV. Cela se caractérise notamment par une position de conduite surélevée, un volant sport cuir multifonction et un pommeau et poignée de levier de vitesse en cuir.

La Seat Ateca intègre également la nouvelle technologie de

la pédale virtuelle (Hayon) qui, par un simple geste, permet au conducteur d'ouvrir son coffre. La Seat Ateca est conçue pour vous simplifier la vie.

Affichant une longueur extérieure de 4,36 m, l'Ateca offre la meilleure habitabilité de son segment, avec une longueur intérieure maximale et un coffre très généreux (510 l en configuration standard et 485 l pour les versions à transmission intégrale). La carrosserie est remarquable non seulement en raison de sa grande polyvalence, mais aussi de par sa conception allégée et intelligente.

La Seat Ateca offre un très haut niveau de connectivité en intégrant la dernière génération des systèmes d'info divertissement, le «Media System Plus», avec son écran tactile de 8" et le «Seat Full Link» à travers lequel le client peut facilement télécharger les applications «WAZE» et «Google Maps».

Le plaisir de conduite est au cœur de la philosophie de Seat. la Leon, en particulier, allie précision, maniabilité, confort et sécurité, comme le confirment les nombreuses réactions enthousiastes des clients et les tests



comparatifs réalisés par les journalistes européens. Dans ce domaine, l'Ateca n'a rien à envier à sa grande sœur. Avec son design compact, ses moteurs puissants et sa suspension parfaitement mise au point, il offre des performances et un comportement routier qui imposent de nouvelles références dans le segment des SUV.

Toujours dans l'optique d'offrir un meilleur confort au

conducteur et lui garantir une sécurité maximale, la Seat Ateca est équipée de système Park Assist avec caméra 360° qui permet une conduite sans stress. Il permet également de manœuvrer dans les places de stationnements les plus réduites et calcule les meilleurs trajectoires. Le véhicule est doté d'un assistant démarrage en côte, un régulateur de vitesse électronique et aussi un détecteur de fatigue.

Range Rover

Premier teaser de l'Evoque 2018



Après quelques jours de sa révélation, la prochaine génération de Range Rover Evoque se laisse entrevoir à travers un premier teaser. Malgré une silhouette évoluant peu, le SUV compact devrait s'offrir de nouveaux boudiers avant et arrière.

Avec déjà huit ans de carrière derrière lui, le Range Rover Evoque n'est plus vraiment de la première jeunesse, dans un monde où l'âge moyen d'un modèle n'excède généralement pas les six ans.

Pour espérer rester à la hauteur et conquérir un nouveau public, le petit SUV urbain s'apprête à s'offrir une toute nouvelle génération, qui devrait apporter une belle touche de modernité. Le but est ici de s'offrir un nouveau style sans pour autant changer la recette qui lui a valu son succès à travers le monde, avec plus de 750 000 exemplaires vendus.

Land Rover vient tout juste de dévoiler un mystérieux teaser. Celui-ci prend la forme de sculptures représentant le SUV, exposées dans les rues de Londres, lieu de sa révélation dans quelques jours seulement. On y

aperçoit de manière très succincte les lignes de cette future création, qui devraient évoluer très légèrement, sans créer de vraie rupture avec l'actuelle version. Nous retrouvons en effet sa silhouette emblématique avec son toit fuyant et ses petites surfaces vitrées, tandis que l'avant et l'arrière devraient quant à eux changer quelque peu.

Déjà aperçu à plusieurs reprises lors de tests sur route ouverte et recouvert d'un épais camouflage, le nouveau Range Rover Evoque devrait en effet s'offrir un nouveau look en toute subtilité. Et pour cause, au vu des premières images volées, les connaisseurs devraient reconnaître sans difficulté les traits du Range Rover Velar, notamment au niveau des optiques avant. De son côté, l'arrière demeure encore bien mystérieux, et il faudra probablement attendre sa révélation officielle pour en savoir plus. Enfin, rien n'a encore été évoqué en ce qui concerne les motorisations, même si l'on pourrait logiquement s'attendre à l'arrivée de l'hybride sur cette nouvelle génération.

Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi

Carlos Ghosn révoqué et risque la prison



Arrêté lundi 19 novembre à Tokyo, le P-DG de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi encourt jusqu'à 10 ans de prison pour fraude fiscale. Hier, sa garde à vue a été prolongée de 10 jours. Coup sur coup, Nissan et Mitsubishi l'ont révoqué du

poste de président.

Renault se retrouve dans la tourmente. En effet, Carlos Ghosn, le P-DG du groupe au losange, est visé par des soupçons de dissimulation d'une partie de son salaire au fisc. Egalement patron de Nissan et

Mitsubishi, le Franco-Libano-Brésilien a été entendu par la justice à Tokyo puis arrêté, lundi 19 novembre. Dans le cadre d'une fraude fiscale, il encourt jusqu'à 10 ans de prison et une amende de 10 millions de yens, soit 80 000 euros. Le conseil d'administration de Renault réuni mardi soir a confié à Thierry Bolloré la direction exécutive du groupe «à titre provisoire». Agé de 55 ans, le numéro deux de l'entreprise disposera donc des «mêmes pouvoirs» que Ghosn, même si ce dernier demeure à son poste de P-DG, si ce n'est que le conseil considère qu'il était «temporairement empêché». Jeudi, le conseil d'administration de Nissan a décidé de révoquer Carlos Ghosn de son poste de président, le conseil d'administration de Mitsubishi en a fait de même, lundi 26 novembre.



Ukraine

Kiev évoque la «menace d'une guerre totale» avec la Russie

■ Le président ukrainien Petro Porochenko a évoqué la «menace d'une guerre totale» avec la Russie qui a, selon lui, «augmenté drastiquement» sa présence militaire à la frontière, dramatisant encore la situation déjà tendue depuis la capture de navires ukrainiens en mer Noire.

Par Rima C.

Haussant le ton face à Vladimir Poutine, Donald Trump a, lui, menacé d'annuler sa rencontre prévue en fin de semaine avec son homologue russe au sommet du G20 en Argentine. Le rapport sur la situation que ses conseillers à la sécurité nationale doivent lui remettre prochainement «sera déterminant», a dit le président des Etats-Unis dans un entretien au *Washington Post*. «Peut-être que je ne ferai pas cette entrevue avec le maître du Kremlin», a-t-il prévenu, alors que la Maison-Blanche venait de confirmer la tenue de la rencontre. «Je n'aime pas cette agression. Je ne veux pas d'agressions», a insisté Donald Trump, souvent accusé d'être trop conciliant avec Moscou. L'Ukraine et la Russie sont engagées dans leur pire

bras de fer depuis plusieurs années, après la capture dimanche par les gardes-côtes russes au large de la Crimée de trois bateaux militaires ukrainiens, un incident inédit. «Je ne veux pas que quelqu'un pense que ce sont des jeux d'enfant. L'Ukraine fait face à la menace d'une guerre totale avec la Fédération russe», a lancé mardi le président Porochenko sur trois chaînes de télévision ukrainiennes. Selon lui, le nombre de chars dans des bases militaires russes le long de la frontière «a triplé» et le nombre d'unités militaires «a augmenté drastiquement». Le président ukrainien a également fait état d'une forte augmentation du nombre de bateaux militaires russes dans la mer d'Azov et d'une présence militaire russe renforcée en Crimée, péninsule ukrainienne



PH. D. D. R.

annexée par Moscou en 2014. Il s'agit de la première confrontation militaire ouverte entre Moscou et Kiev depuis cette annexion et le début la même année d'un conflit armé dans l'est de l'Ukraine entre forces ukrainiennes et séparatistes pro-russes qui a fait plus de 10 000 morts.

Accusés d'avoir franchi illégalement la frontière russe, douze marins ukrainiens, sur les 24 faits prisonniers dimanche, ont été placés mardi en détention provisoire jusqu'au 25 janvier, conformément à la décision d'un tribunal de Simféropol, chef-lieu de la Crimée, a constaté un journaliste de l'AFP. Les autres marins doivent comparaître cette semaine. L'accrochage en mer Noire s'est produit lorsque les bâtiments de la Marine ukrainienne ont tenté de traverser le détroit de Kertch pour entrer dans la mer d'Azov, d'une importance cruciale pour les exportations de céréales ou d'acier produits dans l'est de l'Ukraine. Les gardes-côtes russes, qui dépendent des services de sécurité (FSB), ont arraisonné par la force deux vedettes et un remorqueur ukrainiens, les

accusant d'être entrés illégalement dans les eaux russes. L'incident a été qualifié de «provocation» par la Russie, tandis que l'Ukraine a dénoncé un «acte d'agression» de Moscou, réclamant la libération des marins et le retour des navires. Petro Porochenko a assuré avoir tenté, en vain, de joindre Vladimir Poutine. «J'ai été contraint de demander à la chancelière allemande Angela Merkel de discuter avec Poutine de cet incident», a-t-il soutenu. En réponse à l'incident, le Parlement ukrainien a voté lundi l'introduction de la loi martiale dans les régions frontalières, le président Porochenko justifiant cette initiative, sans précédent depuis l'indépendance de cette ex-république soviétique en 1991, par «la menace extrêmement élevée» d'une offensive terrestre russe. Vladimir Poutine a mis en garde mardi l'Ukraine contre tout acte «irréfléchi» et fait part de sa «sérieuse préoccupation» à Angela Merkel, lui demandant de faire pression sur Kiev.

La loi martiale, qui est entrée en vigueur hier dans une dizaine de régions, va permettre pen-

dant un mois aux autorités ukrainiennes de mobiliser ses citoyens, de réguler l'activité des médias et de limiter les rassemblements publics. Aux yeux de Vladimir Poutine, «il est évident que tout cela a été fait en lien avec la campagne électorale en Ukraine» pour l'élection présidentielle du printemps. Moscou assure avoir agi «en stricte conformité avec le droit international» et accuse Kiev de chercher «un prétexte pour renforcer les sanctions» de l'UE et de Washington contre la Russie, déjà en place depuis 2014. La question de nouvelles sanctions européennes sera à l'étude à l'occasion d'une réunion en décembre. Washington, qui avait dénoncé la veille une action «illé-gale» de Moscou, a appelé mardi les Européens à faire «davantage pour assister l'Ukraine», notamment au sujet des sanctions contre la Russie qui «ne sont pas toujours totalement mises en œuvre». «Le gouvernement américain a pris une position très forte pour soutenir l'Ukraine, nous voudrions que d'autres pays en fassent également plus, pour que les Etats-Unis ne gèrent pas ces questions presque seuls», a insisté mardi la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert. «La France en appelle aux parties pour qu'elles favorisent un apaisement de la situation et que chacun fasse preuve de retenue», a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, après s'être entretenu avec son homologue russe Sergueï Lavrov. Ces incidents surviennent dans le contexte d'une montée des tensions autour du détroit de Kertch qui sépare la péninsule de Crimée du territoire russe. La Russie revendique le contrôle de ce détroit, unique passage maritime entre la mer Noire et celle d'Azov.

R. C.



Points chauds

Mobilisation

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron s'est exprimé mardi matin dans l'espoir de calmer le mouvement des «gilets jaunes» qui est accusé par le gouvernement de violence à Paris, sur les Champs-Élysées, samedi dernier. Les images des violences ont tourné inlassablement sur les chaînes d'infos continues et ont même été reprises par la presse étrangère au grand dam du président Macron et de son équipe. Mais la mobilisation des «gilets jaunes», qui protestent contre la hausse des prix du carburant et de la vie chère en générale, a poussé Macron à intervenir, sans toutefois répondre aux attentes des Français. Et le Premier ministre Édouard Philippe a confirmé hier la hausse de la taxe sur le carburant au 1^{er} janvier avec un système destiné à en limiter l'impact, comme annoncé la veille par Emmanuel Macron. «Si, au cours de l'année, il y a un envol du prix de la matière première, alors on pourra revenir au niveau de la taxe fixé au 1^{er} janvier», a expliqué le Chef du gouvernement sur RMC-BFM TV, précisant : «Si le prix monte à cause de phénomènes que nous ne maîtrisons pas, alors nous n'ajouterons pas de taxes supplémentaires». Édouard Philippe s'est également dit prêt à recevoir une «délégation représentative» de «gilets jaunes», souhaitant également que le mouvement participe à la future concertation sur la transition écologique annoncée par Emmanuel Macron. «Dans ce qu'ils formulent, il y a beaucoup de choses très légitimes qui doivent être entendues», a-t-il estimé. Enfin, il a affirmé qu'«il n'y aurait pas de coup de pouce supplémentaire» pour le salaire minimum le 1^{er} janvier, mais seulement une «revalorisation légale». «Notre politique, ce n'est pas de faire des coups de pouce au smic, notre politique c'est de faire en sorte que le travail paye (...) Il y aura une revalorisation, la revalorisation légale (...) Il n'y aura pas de coup de pouce supplémentaire», a déclaré le Premier ministre, rappelant que les salaires nets ont augmenté en octobre avec la baisse des cotisations salariales. L'État n'a plus accordé de coup de pouce au smic depuis juillet 2012, au lendemain de l'élection de François Hollande. La réaction du gouvernement français et du président sont ainsi pour le moment très loin des attentes des «gilets jaunes» qui n'ont seulement grossissent en nombre au jour le jour, mais surtout sont soutenus par une grande partie des Français qui approuvent leur mobilisation. Reste à savoir si la manifestation prévue samedi prochain aura effectivement lieu à Paris, et surtout si elle sera suivie de violence comme ce fut le cas la semaine dernière.

F. M.

États-Unis

Trump renforce sa majorité au Sénat après une victoire dans le Mississippi

Donald Trump a consolidé sa majorité républicaine au Sénat avec la victoire dans le Mississippi d'une candidate controversée pour des propos aux échos racistes, à l'issue du dernier scrutin des élections de mi-mandat qui débouchent sur un Congrès américain divisé. Deux meetings à la veille du vote, tweet d'encouragement à l'ouverture des urnes : le président américain n'avait pas ménagé ses efforts pour assurer la victoire de Cindy Hyde-Smith. Sa réélection, a priori garantie dans cet Etat profondément conservateur, était apparue compromise ces derniers jours après des propos aux teintes racistes qui avait choqué, dans un Mississippi encore profondément marqué par le passé violent de la ségrégation. Cet Etat pauvre et

conservateur a finalement confirmé son statut de fief républicain, en donnant un confortable avantage à la sénatrice républicaine sortante : Cindy Hyde-Smith a battu mardi son opposant démocrate, Mike Espy, lors de ce deuxième tour, avec quelque 55% contre 45% des voix, selon les chaînes NBC et FOX. «Nous sommes tous très fiers de vous !» a rapidement tweeté Donald Trump, la félicitant pour la «grande victoire». Après des élections de mi-mandat toujours perçues comme un référendum sur le président aux Etats-Unis, les républicains renforceront donc leur contrôle du Sénat à la prochaine rentrée parlementaire en janvier, avec 53 sièges sur 100, contre 51 aujourd'hui. Mais la «vague démocrate» s'est en revanche bien matérialisée à la

Chambre des représentants, où l'opposition à Donald Trump détiendra une nette majorité. Devant ses supporters dans le Mississippi, le président républicain avait donc martelé lundi soir avoir «besoin de tous les votes républicains possibles au Sénat» pour défendre son programme sur l'immigration, le droit de porter des armes, les baisses d'impôts et la lutte contre l'avortement. C'est Cindy Hyde-Smith elle-même qui avait grippé la campagne bien huilée pour sa réélection, avec plusieurs commentaires immédiatement perçus comme ayant une connotation raciste dans cet Etat où la mémoire des nombreux lynchages de Noirs, perpétrés jusqu'à la fin des années 1960, reste douloureuse.



Salon national de la photographie d'art à Mila

Une forte participation à la septième édition

■ La septième édition du Salon national de la photographie d'art, ouverte mardi à Mila, a été marquée par une forte participation de différentes régions du pays. Quarante-huit photographes professionnels prennent part à cette édition organisée sous le thème de «La paix».

Par Abla Selles

Quarante-huit photographes, issus de vingt-sept wilayas du pays, participent à la 7^e édition du Salon national de la photographie, ouvert mardi à la maison de la culture M'barek-El Mili de la ville de Mila.

Cette édition est placée sous le slogan «La paix», au cours de laquelle les participants ont essayé de traiter ce thème «conformément à leur point de vue», à travers les photographies présentées.

Selon Abdelmadjid Guendouz, directeur de la maison de la culture, initiatrice de ce

salon, quarante-huit photographes ont concouru pour décrocher trois prix en lice, à savoir celui de la «meilleure photographie», la «meilleure exposition» et le «prix du jury», ajoutant que le jury est composé de professeurs spécialisés dans l'audiovisuel et la photographie.

Les participants à cette édition ont souligné l'importance de leur présence à ce salon qui représente, selon Mohamed Khelifa, photographe venu de la wilaya de Tiaret, une «tradition» qui se concrétise progressivement à Mila, en plus de constituer une occasion de rencontrer chaque année des photographes et d'échanger les expé-



riences.

La première journée de cette manifestation a été marquée par la présentation d'une communication portant sur «la photographie et la créativité», animée par Ahmed Hamel, un spécialiste en audiovisuel de la wilaya d'Annaba.

La manifestation sera clôturée

par un concert en l'honneur des participants au salon, animé par l'artiste Cherif Berour de la commune de Mechira (Mila).

Des ateliers de photoshop, encadrés par des spécialistes en la matière et l'artiste Mohamed Amine Ghassil de la wilaya de Tiaret, sont organisés pendant la deuxième journée au profit des

participants et du public.

Les résultats du concours seront annoncés durant la même journée, dont la clôture sera également marquée par la présentation d'une pièce théâtrale intitulée «Tahsil Hassal» du théâtre régional d'Oum El Bouaghi.

A. S./APS

Journées nationales du court métrage amateur à Bouira

Les films «Laânatoun Fi Al Dilal» et «Al-Rissala» lauréats

Les films «Laânatoun Fi Al Dilal», du jeune réalisateur Imad Ghedjati, et «Al-Rissala» du réalisateur Mustapha Cherbal ont remporté mardi le 1^{er} prix des Journées nationales du court métrage amateur, qui se tiennent dans la ville de Bouira depuis dimanche. «Le premier prix de ces Journées nationales du court métrage amateur, organisées par la maison de la culture Ali-Zaâmoum de Bouira, a été

décerné aux deux jeunes réalisateurs Imad Ghedjati pour son film Laânatoun Fi Al-Dilal, et Mustapha Cherbal pour son film Al-Rissala», a indiqué à la presse la directrice de la maison de la culture de Bouira. Selon les détails fournis par M^{me} Cherbi Salha, le prix est un chèque de 100 000 dinars attribué aux deux vainqueurs de cette première édition, qui a vu la participation de douze wilayas et la projection

de vingt-trois films. «Les membres du jury ont fait leur évaluation selon plusieurs critères et facteurs, dont le scénario et le dialogue», a-t-elle dit. La deuxième place est revenue au film «Rihab», du jeune réalisateur Youcef Salah Bentisse de Relizane. Le second prix (un chèque de 50 000 dinars) a été remis au jeune réalisateur en guise d'encouragement pour ses efforts et son travail qualifié de

professionnel par le jury, a déclaré M^{me} Cherbi, ajoutant qu'un troisième prix (un chèque de 30 000 dinars) avait été remis au réalisateur Aymène Banour de Tébessa. Les membres du jury, à savoir Belkacem Chihoua, Houria Khidiri et Mohamed Yargui, ont saisi cette occasion pour mettre en exergue le talent et la compétence dont jouissent les jeunes réalisateurs. «Tous les films que nous avons vus et éva-

lués étaient de bonne qualité», a fait savoir M. Chihoua lors de la cérémonie de clôture. Le film «Assif» (Désolé), du jeune réalisateur Abderrahmane Herrathe, a obtenu une mention spéciale du jury. «La réalisation de ce film court métrage répond à certains critères difficiles que le jeune réalisateur a respectés malgré le peu de moyens, c'est pourquoi nous avons décidé de lui attribuer une mention spéciale», a souligné Mohamed Yargui, réalisateur venu de Béjaïa et membre du jury.

L. B.

Théâtre pour enfant

«Komkom mared el koutoub» sera adapté au théâtre

Le directeur du théâtre régional d'Oran «Abdelkader-Alloula» a indiqué qu'il a été convenu avec le jeune dramaturge Youcef Baaloudj d'adapter en pièce théâtrale le texte «Komkom Mared El Koutoub», qui a décroché dernièrement le premier prix de l'écriture dramatique destinée aux enfants, décerné par l'Instance arabe du théâtre.

Mourad Senoussi a déclaré à l'APS qu'il n'a pas hésité à faire cette proposition à l'auteur du texte, partant du grand intérêt qu'accorde le théâtre régional «Abdelkader-Alloula» au théâtre pour enfant.

Le dramaturge Youcef Baaloudj a exprimé sa satisfaction de travailler avec le TRO dont les œuvres pour enfants sont très appré-

ciées, surtout que le directeur de cet établissement lui a donné toutes les garanties pour «une production et une distribution du texte à la hauteur de ses aspirations».

Il a ajouté qu'il a reçu des offres d'autres théâtres mais a choisi le TRO en espérant que son œuvre soit parfaitement adaptée.

Youcef Baaloudj a obtenu le premier prix de l'Instance arabe du théâtre au concours du texte théâtral destiné aux enfants parmi 70 participants du monde arabe.

Ce jeune dramaturge, qui a à son actif plusieurs écrits en théâtre et en littérature pour enfants, a remporté plusieurs prix littéraires dont celui de la créativité arabe en littérature pour enfant en 2012 à Sharjah (Emirats

arabes unis) pour son texte «Inqad el faza» (Sauver l'épouvantail) et le prix arabe «Nadi El Khayam» de contes pour enfants en 2013 pour son texte «Hassalat Ali» et autres.

Youcef Baaloudj a indiqué que le texte théâtral «Komkom Mared El Koutoub» (Komkom renégat des livres), destiné à la catégorie d'âge de 6 à 10 ans, a été rédigé l'année dernière, signalant qu'il relate les aventures de jumeaux, Badr et Boudour, dans le monde des contes où les conduit Komkom à titre de récompenser pour l'avoir délivré de sa prison à l'intérieur d'un livre poussiéreux que personne n'a touché depuis plusieurs années.

F. H.

Echanges artistiques

Des Journées du théâtre d'Oran s'organisent à Alger

Un programme varié et puissant dans différents registres du 4^e art est proposé du 1^{er} au 6 décembre lors des Journées du théâtre d'Oran à Alger, a indiqué le directeur du théâtre régional d'Oran (TRO), Mourad Senouci.

S'exprimant lors d'un point de presse tenu mardi à Alger, Mourad Senouci a rappelé que six spectacles sur les huit prévus

au programme ont été produits en 2018 par le TRO.

Des pièces de théâtre dans différents registres, dont «El Fehla», monodrame de Azzeddine Abbar, interprété par Nesrine Belhadj, «El partiya», spectacle d'improvisation, «El Haraz», spectacle de rue et «Dada» (la femme objet), chorégraphie contemporaine de Khadidja Guemiri, sont prévues

au rythme de deux représentations par jour. Ces représentations, dédiées aux enfants, au jeune public et aux adultes, seront données au théâtre municipal d'Alger-Centre.

Les spectacles «Pinocchio» et «Enahla» devront transporter les enfants dans l'univers fantastique, alors qu'en marge des spectacles, deux rencontres, l'une sur l'œuvre de Abdelkader

Alloula et l'autre sur le TRO, permettront au public algérois de s'enquérir de l'action théâtrale dans la ville d'Oran, a dit Senouci. Relevant l'importance de ces échanges, il a affirmé que ce genre de représentations donnait plus de visibilité et offrait plus d'espaces d'expression aux différentes troupes locales.

R. C.

AGEND'ART

Espace d'art contemporain d'El Achour (Alger)

Jusqu'au 1^{er} décembre : Exposition «Alter ego» de l'artiste plasticien Azerki Larbi.

Galerie d'art Dar EL-Kenz Jusqu'au 1^{er} décembre : Exposition «Safar» de l'artiste Samia Skenazene.

Musée national des beaux-arts (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2019 : Exposition «Fares Boukhatem ou l'art d'un insoumis», rétrospective des œuvres du plasticien Fares Boukhatem, un des pionniers de la peinture algérienne.

Institut culturel italien d'Alger Du 29 novembre au 15 décembre :

Dans le cadre de la «Journée du contemporain», célébrée à chaque fin d'année, l'Institut culturel italien d'Alger organise une exposition dédiée à l'artiste-peintre romain Claudio Burei.



Joueurs africains d'Europe
Youcef Atal s'illustre encore

LE DÉFENSEUR international algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal a été retenu dans l'équipe-type des meilleurs joueurs africains évoluant en Europe, établie chaque semaine par le site spécialisé football365. Le jeune latéral droit, formé par le Paradou AC (Ligue 1 algérienne), a été récompensé pour sa belle prestation lors de la victoire de son équipe contre Lille OSC (2-0), et pendant laquelle il avait réussi entre autres 4 interceptions, 5 récupérations et 4 centres. «Contre Lille, Atal a été fidèle à son image : sérieux derrière et tranchant devant», a commenté football365 concernant la dernière prestation du jeune algérien. Aux côtés d'Atal, dix autres joueurs ont été retenus dans cette équipe-type de la semaine. Il s'agit du gardien marocain de Gérone (Liga espagnole) Yassine Bounou, le Nigérien de l'Udinese (Série A italienne) William Troost-Ekong, l'Ivoirien de Nîmes (Ligue 1 française)

Hervé Lybohy et le Ghanéen de l'Inter Milan (Série A italienne) Kwadwo Asamoah. Au milieu de terrain, football365 a retenu le Nigérien Samuel Chukwueze, sociétaire de Villarreal (Liga espagnole), le Sénégalais Cheikhou Kouyaté de Crystal Palace (Premier League anglaise), ainsi que les Ivoiriens Zranck Kessié et Gervinho, qui évoluent respectivement au Milan AC et Parme, dans la Série A italienne. Pour ce qui est de l'attaque, le choix s'est porté sur le Marocain Youssef En-Nesyri qui évolue à Leganes, dans la Liga espagnole, ainsi que le Sénégalais Keita Baldé, sociétaire de l'Inter Milan. L'équipe-type hebdomadaire de football365 s'intéresse aux joueurs africains évoluant dans les cinq grands Championnats européens, appelés communément «Big-Five», en l'occurrence: Premier League anglaise, Liga espagnole, Bundesliga allemande, Série «A» italienne et Ligue 1 française.

MC Oran

Les Hamraoua se prépareront à Tlemcen

LE MC ORAN débute demain son stage hivernal à Tlemcen avec un effectif réduit, après la décision du président du club de Ligue 1 de football, Ahmed Belhadj, de se passer des services de pas moins de six joueurs en vue de la deuxième partie de la saison. Cette décision continue d'ailleurs d'alimenter les discussions dans les fiefs des «Hamraoua» où l'on croise les doigts, craignant des lendemains incertains, surtout que leur équipe favorite n'est pas à l'abri d'une mauvaise surprise. Mais ces appréhensions ne semblent pas dissuader le patron du club-phare de la capitale de l'Ouest qui a déjà officialisé le divorce avec Ziri Hamar, Nassim Yettou et le Malien Dousse Kodji, en attendant de faire de même avec Youcef Chibane, Hamza Aït Ouameur et Sofiane Bouchar. Tous ces départs n'ont, pour le moment, pas été compensés par l'arrivée de nouveaux joueurs, car le

patron oranais semble plutôt préoccupé par ses interminables conflits avec les membres de l'assemblée générale des actionnaires de la société sportive du club qui ont pris dernièrement des proportions alarmantes, obligeant les autorités locales à intervenir, fait-on remarquer dans l'entourage du club. Et justement pour éviter d'autres désagréments à la formation d'El Bahia, une réunion regroupant les différentes parties antagonistes sera organisée dans les prochains jours, sur initiative du wali d'Oran, «pour apaiser la tension entre les actionnaires et les convaincre à unir leurs efforts dans l'intérêt du club», a-t-on appris du directeur local de la jeunesse et des sports, Badreddine Gharbi. Le MCO a terminé la phase aller à la 9^e place avec 18 points, devant une de trois unités seulement le 14^e et troisième relégable, l'USM Bel-Abbès.

CA Bordj Bou Arréridj

Les Criquets en stage à Tunis

LE CA BORDJ Bou Arréridj (Ligue 1 de football Mobilis) effectuera un stage bloqué de 10 jours dans la ville tunisienne de Ain Draham, à partir du 4 décembre prochain, a-t-on appris mardi de la direction du club. Le président du conseil d'administration, Anis Benhamadi, a affirmé qu'un programme de préparation pour la phase retour du championnat vient d'être établi en concertation avec l'entraîneur Bilal Dziri, à travers l'organisation d'un stage bloqué pour corriger les carences relevées par ce dernier depuis sa prise de fonction. Ce stage permettra également de préparer au mieux les 16 et 32^{es} de finale

de la Coupe d'Algérie et le premier match de la phase retour prévu le 28 décembre. Concernant le mercato hivernal, le président du CABBA a affirmé avoir donné carte blanche au nouveau staff technique pour recruter et apporter des renforts de qualité, notamment un attaquant de pointe, un meneur de jeu, un milieu défensif et un gardien de but. Pour rappel, le CABBA a récemment libéré 7 joueurs, à savoir Ali Kitouni, Hamza Ziad, Bessam Chaouti, Ramzi Amraoui, Yacine Otmani, Oualid Nemdil et le Malien Ismail Diarra.

Coupes africaines des clubs

Bonne entrée en matière pour les Algériens

■ La majorité des clubs algériens ont réussi leur entrée dans les compétitions africaines, avec le tour préliminaire de la Ligue des champions et de la Coupe de la CAF, à l'exception du champion sortant, le CSC, qui a concédé un nul vierge au cours de son match joué à domicile.



Par Mahfoud M.

Seuls les Constantinois ont déçu

Ainsi, les gars de la ville des Rochers ont hypothéqué leurs chances de qualification au tour prochain, se faisant accrocher à domicile au stade Hamlaoui de Constantine par la modeste formation gambienne du FC Gantel. Les Constantinois ont pourtant dominé la majeure partie de la rencontre, avec de grosses occasions que leurs attaquants n'ont pas su exploiter à bon escient. Les Beldjilali, Djabout et le très virevoltant Belkacemi ont tout essayé sans parvenir à ouvrir la marque, alors que les Gambiens ont bien tenu derrière. La manche retour s'annonce très difficile pour le CSC qui devra se donner à fond s'il souhaite rectifier le tir et arracher le billet de la qualification au prochain tour. Pour sa part, l'autre représentant algérien en Ligue des champions, la JS Saoura, a pris une bonne option en battant at home au stade du 20-Août de

Béchar l'équipe ivoirienne du SC Gagnoa sur le score de 2 à 0. Les buts de la JSS ont été inscrits sur deux pénalités transformés par Hamia (10') et Boulaouidet (50'). C'est là une bonne affaire pour les Sudistes qui devront bien gérer ce score lors du match retour, le 4 décembre prochain. L'entraîneur de la JSS, Nabil Neghiz, n'a pas caché sa satisfaction après ce succès et a remercié ses joueurs pour leur grande implication dans cette rencontre. «Nous allons maintenant avec cette victoire préparer avec dévouement le match retour prévu le 4 décembre prochain à Abidjan, et revoir les différents compartiments de notre équipe pour représenter dignement notre pays à cette compétition africaine», a-t-il souligné.

L'USMBA ne fait pas dans le détail

En coupe de la CAF, l'USM Bel Abbès n'a pas fait dans le

détail en écrasant la formation libérienne de Ship Corporate Registry «LISCR FC» sur le score de 4 à 0 et a donc pris une très sérieuse option pour la qualification au prochain tour. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Belahouel (23', sp), Seguer (75', 87') et Lamara (90+1) pour l'USMBA. Les gars de la Mekera qui se débattent pourtant dans de grands problèmes financiers, sont dans une excellente posture et ne devraient pas trouver de peine à se qualifier pour le prochain tour de la C2 africaine. De son côté, le Nasr d'Hussein-Dey a réussi à battre l'équipe congolaise des «Diables Noirs» sur le score de (2/0) au stade du 5-Juillet. Deux buts de Gacemi (29') et Mouaki (54') ont scellé le sort de ce match en faveur des Sang et Or dont la mission s'annonce quand même compliquée lors du match retour dans une semaine à Brazzaville.

M. M.

Mise à jour du championnat de Ligue I Mobilis/USMA-ESS aujourd'hui
Les Rouge et Noir pour un double objectif

L'USM Alger reçoit ce soir l'Entente de Sétif dans un match comptant pour la mise à jour du championnat de Ligue I Mobilis et fera tout son possible pour l'emporter. Même si les Rouge et Noir sont assurés du titre honorifique de champion d'automne, ils souhaitent quand même réaliser deux objectifs, à savoir consolider leur avance par rapport à leurs concurrents, surtout la JSK, et écarter un autre concurrent direct qui est l'adversaire du jour, l'ESS. Les coéquipiers de l'international Chita se donneront à fond pour remporter les trois points qui restent très importants pour la suite

de la compétition et la phase retour. Les Usmistes ne comptent pas laisser filer les points de cette rencontre qui reste très importante pour eux. Le coach français de l'USMA, Thierry Frogger, a réalisé une petite révolution dans l'effectif en écartant Chafaï et Benyahia de ce match. Ces deux éléments ont fait preuve d'indiscipline et étaient absents lors des dernières séances d'entraînement ce qui a contrarié le driver de l'USMA qui a décidé de les mettre hors de la liste qu'il a convoquée pour ce match. Frogger veut donc mettre de l'ordre dans l'équipe et ne garder

que les joueurs disciplinés. Ainsi, ce sera Cherifi et Chitta qui joueront dans l'axe de la défense. Par ailleurs, le gardien titulaire, Zemmamouche, ne sera pas de la partie et devra laisser place à Mansouri. «Zema» est préservé pour jouer le match retour face à la formation soudanaise d'El Merikh de la Coupe arabe. Pour ce qui est de l'Entente, l'objectif de ce club est clair : sortir de la zone de turbulence après les trois revers consécutifs. Sans entraîneur depuis le départ du Marocain Taouessi, l'Entente aura du mal à réaliser l'essentiel devant l'USMA.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Emigration clandestine à Oran

13 harraga interceptés sur la plage de Kristel

LES ÉLÉMENTS de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Gdyl (Oran) ont intercepté, dans la nuit de mardi à mercredi, 13 personnes dont une femme et une mineure, sur la plage de Kristel, au moment où elles préparaient une opération d'une émigration clandestine en mer, a-t-on appris de source sécuritaire. Agissant sur informations parvenues à ces services, un plan a été mis au point pour appréhender ces 13 personnes parmi les

quelles figuraient une femme de 44 ans et une fillette de 10 ans, qui s'approprièrent à prendre la mer à bord d'une embarcation en direction des côtes espagnoles. Les gendarmes ont saisi sur place l'embarcation devant servir à cette opération. Les personnes arrêtées ont été transférées vers le siège de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Gdyl pour poursuivre l'enquête, précise-t-on de même source. L. K.

À travers plusieurs communes de Médéa

L'alimentation en eau potable perturbée

UNE PERTURBATION dans l'alimentation en eau potable est signalée depuis dimanche à travers plusieurs communes de la wilaya de Médéa, suite à la rupture de la principale canalisation desservant ces localités à partir du barrage Koudiate Acerdoune (Bouira), a indiqué hier l'Algérienne des eaux (ADE).

La rupture de la principale canalisation du système de transfert des eaux du barrage de Koudiate Acerdoune a provoqué l'arrêt de fonctionnement d'une station de pompage de relais, située dans la wilaya de Bouira, privant ainsi d'eau potable 21 communes du nord-est, l'est et le centre de la wilaya de Médéa, a-t-on indiqué.

En attendant la réparation en cours des dégâts enregistrés, l'ADE a procédé à la «remise en fonction» de l'ancien système de

distribution qui alimentait certaines localités à partir du barrage de «Ghrib» (Ain-Defla) et du champ de captation de «Berrine» (Djelfa), en vue d'assurer l'alimentation de milliers de foyers qui dépendaient du barrage de Koudiate Acerdoune, a-t-on signalé.

Outre le recours «provisoire» à l'ancien système de distribution, une flottille composée de 14 camions-citernes a été mobilisée par l'ADE afin d'alimenter les communes et les agglomérations urbaines qui n'étaient pas raccordées à l'ancien système, a fait savoir la même source, précisant que les communes alimentées par ce dernier dispositif sont Beni-Slimane, Bouskène, Tablat, El-Azzizia, Ain-Boucif, Ksar-el-Boukharri et Seghouane. (APS)

Chelghoum Laid

Un mort et un blessé dans un accident de la circulation

UNE PERSONNE a trouvé la mort et une autre a été blessée dans le renversement d'un véhicule de tourisme sur la route nationale 100 dans son segment relevant de la commune de Chelghoum Laid (Mila), a-t-on appris, hier, auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit à la mechta Laarbi, dans la localité de Chelaghoum Laid, provoquant la mort sur place d'une personne âgée de 35 ans et une blessure profonde à la main

droite ainsi qu'une douleur à la poitrine à un autre individu (68 ans), a précisé la même source.

La victime blessée a été évacuée par les éléments de ce corps constitué vers le service des urgences de l'hôpital de la commune de Chelghoum Laid, tandis que la dépouille a été acheminée vers la morgue du même établissement de santé, a-t-on encore souligné.

L. M.

Mila

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

TROIS éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mardi à Mila par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 27 novembre 2018 à Mila, trois éléments de soutien aux groupes terroristes», précise la même source. Dans le même contexte, un autre détachement de l'ANP «a découvert et détruit, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée dans la localité de Taghda, commune de Larbaa, wilaya de Batna, dix casemates pour terroristes et un atelier de préparation d'explosifs contenant 36 bombes de confection artisanale et deux grenades». O. N.

Syndicat des imams menace: Ils réclament une hausse des salaires et bonnes conditions de travail



Louvis

Djalou@hotmail.com

Annaba

Décès d'un policier agressé dans l'exercice de ses fonctions

■ Un policier de la sûreté de wilaya d'Annaba, agressé dans l'exercice de ses fonctions dans une opération liée à la lutte contre la criminalité, est décédé dans la nuit de mardi à mercredi, a-t-on appris auprès de la cellule de l'information et de la communication de ce corps de sécurité.

Par Slim O.

La même source a précisé que le policier, Mohamed Nacer Ghedab, âgé de 49 ans, père de quatre enfants, avait été blessé à la tête, il y a trois jours, lors de l'arrestation d'un malfrat à la Place d'Armes

dans la vieille ville et a été transféré d'urgence à l'hôpital Ibn Rochd où il a rendu l'âme. L'inhumation du défunt qui réside au quartier Kheraza dans la commune de Berrahal, a eu lieu hier au cimetière de la cité Boukhedra relevant de la com-

mune d'El Bouni, en présence des cadres de la sûreté de wilaya. La même source a souligné que l'agresseur avait été arrêté par les services de la police de la wilaya le jour même de l'agression.

S. O./APS

Conservation foncière de Béjaïa

Débrayage de soutien à un agent ayant reçu des menaces

Les travailleurs de l'Agence foncière et les Domaines de la wilaya de Béjaïa ont observé hier matin un débrayage de deux heures, soit de 8h à 10h. Et pour cause, les grévistes qui ont agi sous la coupe du syndicat de ces organismes voulaient exprimer leur solidarité à leur collègue (une femme), qui a maintes fois reçu des menaces d'individus inconnus. «L'agent en question a reçu une lettre de menaces et a été suivi et menacé directement par un individu alors qu'il récupérait sa fille à l'école», déclarait hier un syndicaliste à la

radio. Les grévistes réclament «l'installation de caméras de surveillance et le renforcement de la sécurité par le recrutement de nouveaux agents». Une plainte a été déposée contre X. Pour le locuteur, «ces menaces sont peut-être liées à des intérêts qui ont été touchés puisque l'agent en question a mis de l'ordre dans les dossiers du foncier et est connu pour sa fermeté et le sérieux dans le travail». La directrice de l'agence foncière, M^{me}

Saliha Fetek Saliha, qui s'exprimait à la radio, a expliqué que ce débrayage a été organisé par les travailleurs pour soutenir leur collègue dans cette difficile épreuve, qualifiant l'action des travailleurs de «légitime». Par ailleurs, des élèves du lycée Krim-Belkacem de Souk El-Tennine, à l'est de la wilaya de Béjaïa, sont en grève depuis deux jours. Pire, ils ont fermé le portail de l'établissement et empêchent les autres élèves d'accéder aux cours. L'association des parents d'élèves a averti hier contre d'éventuels dérapages et interpellé les parents afin d'accompagner leurs enfants aujourd'hui à l'école. La grève a été provoquée sans aucune raison apparente, selon des parents. Un petit groupe d'élèves réclame une période de repos pour réviser avant la tenue des examens.

Hocine Cherfa

Lettres

Les rencontres littéraires reprennent à la Librairie Point Virgule à partir du 1^{er} décembre

Jacqueline Brenot et Amina Mekahli seront parmi nous. Deux amoureuses de la littérature et des belles lettres se rencontreront et débattront autour du thème : Convergences.

Soyez nombreux (ses)